

Yves BUR

*Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [11 juillet 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. des 2 août 2007]

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration de l'office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance du fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2007]

Membre du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 21 novembre 2007]

Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]

Rapporteur de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 12 décembre 2007]

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 19 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 13 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [17 octobre 2007] (n° 295)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [20 novembre 2007] (n° 416)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les agences régionales de santé [6 février 2008] (n° 697)

Proposition de loi n° 699 tendant à préserver les enfants des messages publicitaires relatifs à certains produits alimentaires [7 février 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 [17 juin 2008] (n° 965)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [25 juin 2008] (n° 1001)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales préalable au débat d'orientation des finances publiques [9 juillet 2008] (n° 1046)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Politiques communautaires. Coopération franco-allemande [7 novembre 2007] (p. 3779)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2247)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2247)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2247)

Enseignement supérieur : universités : frais de scolarité (p. 2247)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2247, 2248)

Régions : Alsace : universités (p. 2248)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2337)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3081)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3099)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 3081)

Politique sociale : solidarité (p. 3081 et s.)

Retraites : généralités : préretraites (p. 3081)

Santé (p. 3082)

Santé : accès aux soins (p. 3081, 3082)

Santé : politique de la santé (p. 3099, 3100)

Santé : soins : coût (p. 3082)

Santé : tabagisme (p. 3083)

Sécurité sociale : cotisations (p. 3099)

Sécurité sociale : déficit (p. 3081)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3081 et s.)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 3082)

Sécurité sociale : Union des caisses d'assurance maladie (UNCAM) (p. 3082)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3200 à 3507)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3202)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadragre quadriannuel)

Son intervention (p. 3232)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 601 de la commission (autorisation donnée au ministre chargé du budget de relever par arrêté les minima de perception applicables aux cigarettes et tabacs à rouler en cas de baisse des prix) (p. 3238)

Intervient sur l'adt n° 11 de la commission (relèvement des minima de perception sur les cigarettes et les tabacs à rouler) (p. 3238)

Intervient sur l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3249)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3268 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac) (p. 3274)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Ses interventions (p. 3280 et s.)

Article 11 (aménagement de l'assiette forfaitaire de cotisation sociale généralisée des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 3287)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Ses interventions (p. 3291 et s.)

Article 13 (expérimentation relative à la création de cotisations forfaitaires de sécurité sociale pour les petites activités dans les quartiers défavorisés)

Son intervention (p. 3296)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 603 de la commission (affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels de l'Agence française de lutte contre le dopage) (p. 3302)

Article 14 (suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles)

Ses interventions (p. 3303 et s.)

Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)

Son intervention (p. 3305)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 666 de la commission (mutualité sociale agricole : publicité des décisions rendues par les organismes de recouvrement) (p. 3305)

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission (limitation aux modalités de versement des prestations familiales de l'habilitation permettant au Gouvernement d'autoriser certains organismes à les servir) (p. 3305)

Article 23 (certification des comptes des organismes et régimes de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3318 et s.)

Article 24 (habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt)

Son intervention (p. 3320)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son amendement n° 410 (p. 3329)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3345)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son amendement n° 411 (p. 3352)

Son sous-amendement n° 672 à l'adt n° 661 du Gouvernement (p. 3353) : adopté (p. 3354)

Son amendement n° 412 (p. 3354)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son amendement n° 417 (p. 3368)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3377 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 608 de la commission (contribution forfaitaire des professionnels n'assurant pas une transmission électronique de leurs actes) (p. 3383)

Après l'article 35

Son amendement n° 413 (délivrance de médicaments en grand conditionnement) : adopté (p. 3426)

Intervient sur l'adt n° 358 de Mme Valérie Boyer (application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 3428)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 3440)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 85 précédemment réservé de la commission (modalités de mise en œuvre du dossier pharmaceutique) (p. 3441)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3443 et s.)

Article 38 précédemment réservé (déclaration des produits et prestations remboursables)

Son intervention (p. 3444)

Article 39 (restructuration du réseau des officines de pharmacie)

Ses interventions (p. 3447 et s.)

Article 40 précédemment réservé (montant pour 2008 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés)

Son intervention (p. 3449)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 3454 et s.)

Son amendement n° 414 (p. 3454)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 107 précédemment réservé de la commission (mise à la charge des centres de santé des consultations données par des médecins non identifiés par leur numéro d'identification personnel) (p. 3467)

Son amendement n° 415 précédemment réservé (mise à la charge des centres de santé des consultations données par des médecins non identifiés par leur numéro d'identification personnel) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3467)

Article 63 (mise en place d'une convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale - UCANSS)

Son intervention (p. 3489)

Article 64 (amélioration de la performance des organismes de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3489 et s.)

Après l'article 64

Intervient sur le sous-adt n° 477 de la commission (de précision) à l'adt n° 476 de Mme Valérie Boyer (extension aux directeurs des autres caisses nationales du pouvoir de nomination des dirigeants des organismes locaux reconnu au directeur général de la CNAM) (p. 3490)

Ses sous-amendements n°s 667 à 669 à l'adt n° 475 de Mme Valérie Boyer (limitation du nombre des organismes locaux de sécurité sociale) : devenus sans objet (p. 3491)

Article 65 (renforcement des moyens de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole - CCMSA)

Son intervention (p. 3492)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n° 618 de la commission (encadrement du coût des délégations de gestion en matière d'assurance maladie) (p. 3493)

Après l'article 66

Intervient sur l'adt n° 641 de la commission (renforcement des pouvoirs des caisses nationales dans la lutte contre la fraude) (p. 3497)

Article 67 (simplification du mode de renseignement des ressources)

Ses interventions (p. 3497 et s.)

Après l'article 67

Intervient sur l'adt n° 622 rectifié de la commission (affectation aux caisses d'allocations familiales des sommes provenant de la récupération des indus) (p. 3498)

Intervient sur l'adt n° 140 deuxième rectification de la commission (renforcement des moyens des caisses nationales dans la lutte contre la fraude aux prestations sociales) (p. 3498)

Intervient sur l'adt n° 643 rectifié de la commission (expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude) (p. 3500)

Article 68 (dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé)

Ses interventions (p. 3502 et s.)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n° 620 rectifié de la commission (sanctions du défaut d'information des maîtres d'ouvrage) (p. 3503)

Article 72 (fixation des prévisions des charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3506)

Après l'article 72

Intervient sur le sous-adt n° 646 de la commission (rédactionnel) à l'adt n° 553 de M. Dominique Tian (rapport au Parlement sur les conséquences financières pour la sécurité sociale du taux de cotisation des employeurs publics) (p. 3506)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Son intervention (p. 4493)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4500)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 4493)

Contributions indirectes : boissons (p. 4493)

Contributions indirectes : tabac (p. 4493)

Emploi : seniors (p. 4494 et s.)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 4494)

Handicapés : appareillage (p. 4494)

Handicapés : enfants (p. 4494)

Politique sociale : fraude (p. 4495)

Professions de santé : rémunération (p. 4495)

Santé : accès aux soins (p. 4493 et s.)

Santé : données médicales (p. 4494)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4493, 4495, 4500)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4495)

Sécurité sociale : financement (p. 4493 et s.)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 4493 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4512)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 4512)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Son intervention (p. 48)

Thème :

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 48)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 3832)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son intervention (p. 3837)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Son amendement n° 43 (ostéopathes « exclusifs » : exonération de la TVA) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5110)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 234)

Thèmes :

Union européenne : construction européenne (p. 234)

Union européenne : subsidiarité (p. 234)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 234)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2539, 2560)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4460)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Marc Le Fur (langues régionales) (p. 4505)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3628)

Thèmes :

Administration : réformes administratives : santé publique (p. 3629)

Santé : santé publique (p. 3628 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 4529)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 4530)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4530)

Hôtellerie et restauration : TVA (p. 4530)

Politique économique : croissance (p. 4529)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4530)

Sécurité sociale : déficit (p. 4529 et s.)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4530)